Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

Commission locale d'évaluation des charges transférées

CLECT

Séance du 15 novembre 2024

BORDEAUX MÉTROPOLE

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

Ordre du jour

1 - Révision des niveaux de service 2024 des cycles précédents de la mutualisation.

2 - Cycle 9 de la mutualisation :

- **Ambès (Finances, Ressources Humaines et affaires juridiques),**
- **Carbon Blanc (Propreté, espaces verts et mobilier urbain sur voirie espace public communal),**
- **Martignas (Parc Matériel),**
- **Saint-Louis de Montferrand (Finances et commande publique),**
- **Saint-Vincent de Paul (Affaires juridiques).**

3 - Modification des taux et du montant du poste de « charges de structure » appliqué aux « transferts de compétence » pour les communes d'Ambès, Saint-Louis de Montferrand et Saint Vincent de Paul consécutive au cycle 9 de la mutualisation.

4 –Carbon-Blanc : fin de la convention de délégation de gestion « Propreté, espaces verts et mobilier urbain sur voirie espace public métropolitain » et mutualisation

5- Correction des attributions de compensation du transfert en 2016 domaine public (évaluation doublée dans CLECT du 26 juin 2015) Ville de Carbon Blanc.

6 – Régularisation Transfert de compétence d'Opérations d'Aménagement d'intérêt métropolitain (OAIM), communes de Mérignac et Talence.

7 - Synthèse générale

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

1. Les révisions de niveaux de services 2024 avec impact sur les attributions de compensation de 2025

Rappel :

Les contrats d'engagements ainsi que les conventions de création de services communs prévoient la possibilité de faire évoluer le niveau de service sur un domaine mutualisé, à la hausse ou à la baisse, et posent un cadre relativement souple, basé sur la négociation avec la commune.

Les révisions des niveaux de services prennent en compte notamment l'évolution des patrimoines gérés, le niveau de prestation souhaité par la commune, l'évaluation de l'impact sur les moyens affectés et la capacité de la Métropole à prendre en compte ces évolutions.

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

1. Les révisions de niveaux de services 2024 avec impact sur les attributions de compensation de 2025

BORDEAUX MÉTROPOLE

La définition des révisions de niveaux de services

Ne donnant pas lieu à augmentation des versements via l'AC => hors périmètre « RNS »	
Dynamique des charges	Ex : glissement vieillesse technicité, mesures règlementaires RH (PPCR)
Le renouvellement du matériel à usage communal (hors changements de gamme)	Ex : véhicules de la police municipale
Le renouvellement et toutes évolutions du matériel à usage des services communs	Ex : renouvellement des balayeuses

Donnant lieu à augmentation de l'AC => dans le périmètre « RNS »	
Augmentation ou diminution du niveau d'engagement	Ex : modifications des fréquences de passage pour la propreté – suppression de la collecte des déchets verts
Extension ou diminution du nombre de matériels (hors renouvellement) et évolution de gamme	Ex : nouvelles dotations suite à la création de classes dans les écoles
Augmentation ou diminution d'espaces publics ou d'équipements en gestion par les services communs	Ex : nouveaux parcs, nouveaux équipements publics, extension ou nouveaux bâtiments

Autres éléments pris en compte dans le périmètre
Prise en compte des scories (correctifs pour les cycles à venir)
Demandes exceptionnelles (dépenses ponctuelles)

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

1. Les révisions de niveaux de services 2024 avec impact sur les attributions de compensation de 2025

La méthode de révision des niveaux de services

Méthode identique à celle utilisée lors des cycles de mutualisation : délibérations du 29 mai 2015, du 25 septembre 2015 et du 21 octobre 2016.

Pour calculer l'impact de la mutualisation sur l'attribution de compensation à sa juste valeur, les coûts des services mutualisés sont évalués à partir de 5 postes (art D 5211.16 du CGCT) :

1	2	3	4	5
Coût des ETP coût réel des équivalents temps plein transférés par les communes (salaires chargés + prestations sociales ou collectives)	**Charges réelles directes du service** Charges directes réelles de fonctionnement indispensables à l'activité propre du service	**Coût de renouvellement des immobilisations** Déterminé sur la base d'un coût de renouvellement annualisé (véhicules, matériels, bâtiments transférés…)	**Forfait dépenses d'entretien par m²** Forfait entretien des bâtiments non transférés par m² et par agent transféré	**Forfait charges de structure** Comprend les assurances, … Est dégressif de 15% à 2% en fonction du périmètre du transfert des fonctions supports

Pour rappel :

Poste 5 = 15%
-3% si mutualisation SI
-3% si mutualisation Finances
-2% si mutualisation des affaires juridiques et marchés
-5% si mutualisation des RH

Soit 2% si toutes les fonctions support sont mutualisées

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

1. Les révisions de niveaux de services 2024 avec impact sur les attributions de compensation de 2025

BORDEAUX MÉTROPOLE

Les révisions des niveaux de services
Impact global sur les attributions de compensation

Le montant des révisions de niveau de service intégré dans les attributions de compensation progresse de 0,12 M€ par rapport à 2023. Il représente 2,3 M€ au total, soit 1,9 % du montant net total des AC 2024

- 23,9 % du total des RNS sont imputées en AC à la section d'investissement
- 76,1 % des RNS sont imputées en AC à la section de fonctionnement

	Impact des Révisions des Niveaux de Services (RNS) 2024 sur les Attributions de Compensation (AC) 2025		
	AC Investissement	**AC fonctionnement**	**AC Totale**
Impact net total des RNS sur les AC	**551 196 €**	**1 751 646 €**	**2 302 842 €**

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

1. Les révisions de niveaux de services 2024 avec impact sur les attributions de compensation de 2025

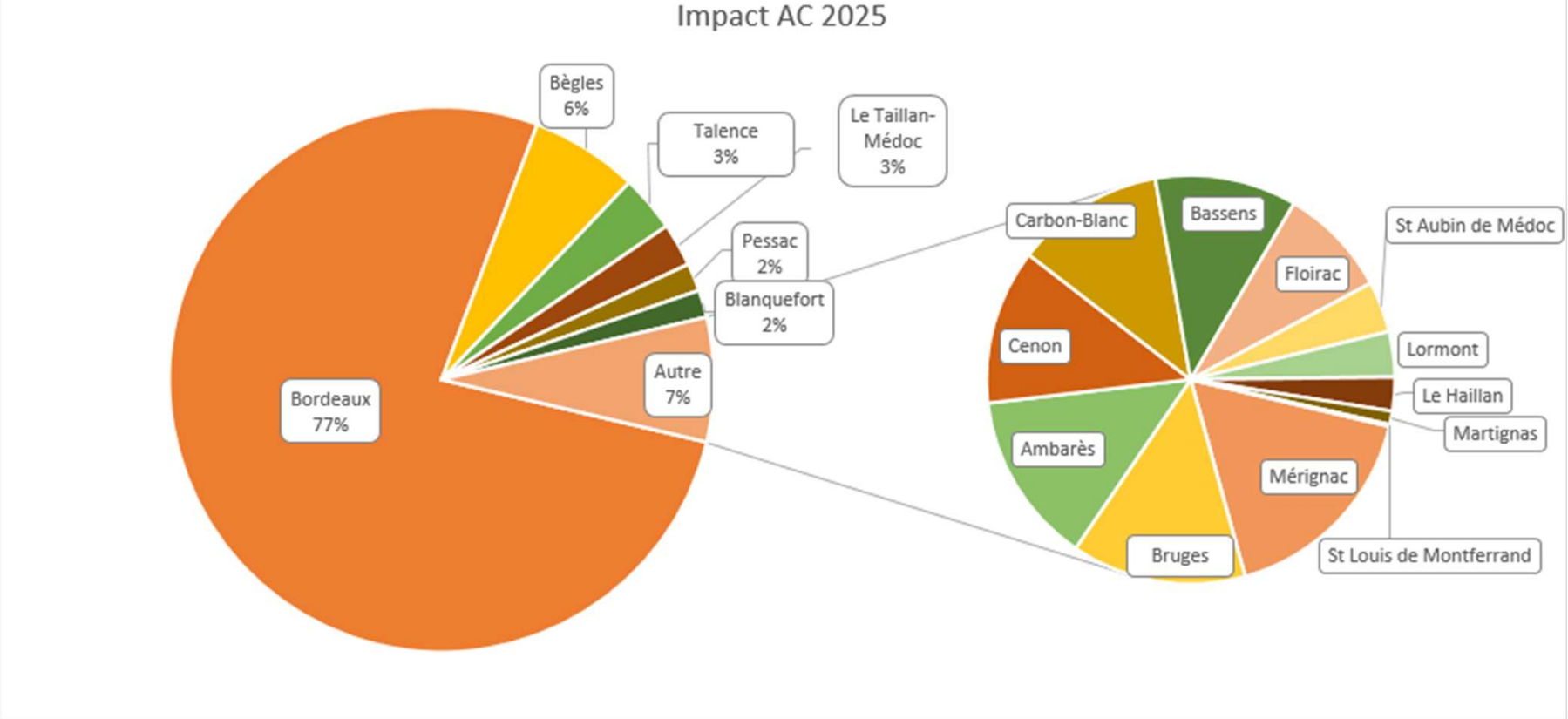
RNS
Impacts sur les attributions de compensation de 2025 par **commune**

	IMPACT RNS SUR AC BORDEAUX METROPOLE 2025 RECETTE		IMPACT RNS SUR AC BORDEAUX METROPOLE 2025 DEPENSE	
	ACF	ACI	ACF	ACI
AMBARES	13 512 €	10 002 €	0 €	0 €
AMBES	0 €	0 €	204 €	153 €
ARTIGUES	7 €	0 €	0 €	496 €
BASSENS	13 680 €	5 699 €	0 €	0 €
BEGLES	133 031 €	16 668 €	0 €	0 €
BLANQUEFORT	19 667 €	18 283 €	0 €	0 €
BORDEAUX	1 597 710 €	207 516 €	0 €	0 €
BOULIAC	0 €	0 €	0 €	0 €
LEBOUSCAT	0 €	13 735 €	53 358 €	0 €
BRUGES	18 535 €	5 337 €	0 €	0 €
CARBONBLANC	7 819 €	12 492 €	0 €	0 €
CENON	12 591 €	8 606 €	0 €	0 €
EYSINES	0 €	0 €	0 €	0 €
FLOIRAC	10 297 €	4 772 €	0 €	0 €
GRADIGNAN	0 €	0 €	0 €	0 €
LEHAILLAN	5 273 €	0 €	0 €	675 €
LORMONT	3 105 €	3 092 €	0 €	0 €
MARTIGNAS	0 €	4 409 €	2 589 €	0 €
MERIGNAC	0 €	178 289 €	148 931 €	0 €
PAREMPUYRE	0 €	0 €	0 €	0 €
PESSAC	42 957 €	0 €	0 €	4 296 €
SAINTAUBIN	4 847 €	2 112 €	0 €	0 €
SAINTLOUIS	537 €	0 €	0 €	281 €
SAINTMEDARD	0 €	0 €	0 €	0 €
SAINTVINCENT	0 €	0 €	0 €	0 €
LETAILLAN	34 177 €	26 017 €	0 €	0 €
TALENCE	38 983 €	40 068 €	0 €	0 €
VILLENAVE	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	1 956 728 €	557 097 €	205 082 €	5 901 €

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

1. Les révisions de niveaux de services 2024 avec impact sur les attributions de compensation de 2025

RNS par **commune**



Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

1. Les révisions de niveaux de services 2024 avec impact sur les attributions de compensation de 2025

BORDEAUX MÉTROPOLE

Montant des RNS par **domaine**

DOMAINE	IMPACT ACF	IMPACT ACI	IMPACT AC TOTALE
Numérique et SI	425 297 €	472 706 €	**898 003 €**
Espaces verts	420 197 €	7 536 €	**427 733 €**
Bâtiments	286 843 €	1 000 €	**287 843 €**
Propreté	205 537 €	100 €	**205 637 €**
Parc matériel roulant	139 961 €	64 607 €	**204 568 €**
Ressources humaines	163 897 €	2 065 €	**165 962 €**
Habitat politique de la Ville	158 619 €	1 000 €	**159 619 €**
Commande publique	118 965 €	750 €	**119 715 €**
Stratégie Immo logistique	93 428 €	750 €	**94 178 €**
Fonctions transverses	48 415 €	500 €	**48 915 €**
Affaires juridiques	26 623 €	180 €	**26 803 €**
Archives	22 116 €	0 €	**22 116 €**
Cadre de vie	-358 250 €	0 €	**-358 250 €**
	1 751 646 €	**551 196 €**	**2 302 842 €**

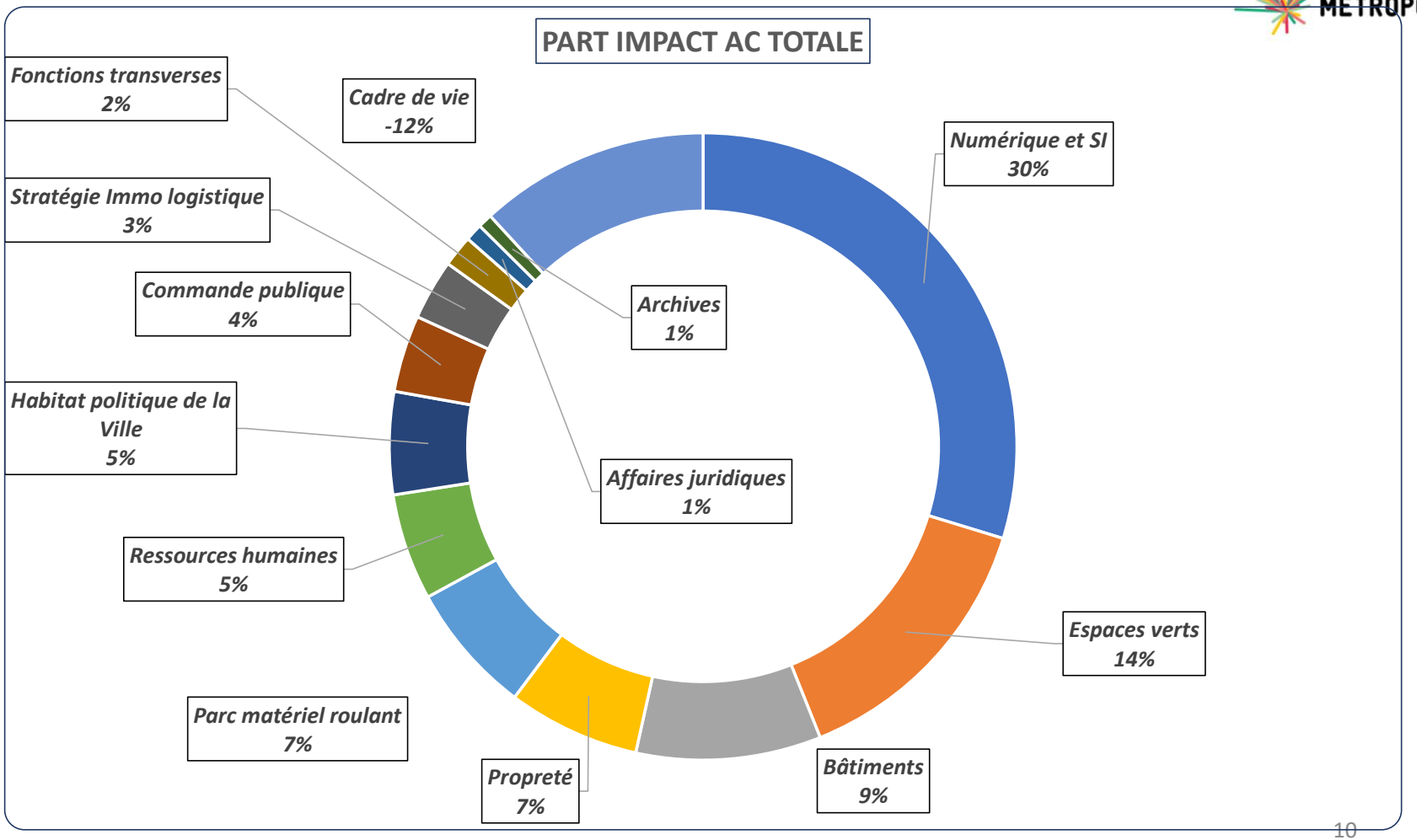
Commune de Mérignac : Sortie d'AC suite à erreur de valorisation agent de catégorie A au cycle 1

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

1. Les révisions de niveaux de services 2024 avec impact sur les attributions de compensation de 2025

BORDEAUX MÉTROPOLE

Poids des RNS 2024 par **domaine**



Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

2. Cycle 9 de la mutualisation

- La commune **d'Ambès**, après avoir procédé à la mutualisation du domaine du numérique et systèmes d'information au cycle 7, du Parc Matériel cycle 8, élargit dans ce **cycle 9** la mutualisation au reste des **domaines support, finances, ressources humaines, affaires juridiques et commande publique**.

En application de la délibération 2022-72 du 28 janvier 2022 dispense les communes dont la population est inférieure à 4 000 habitants de la valorisation du poste 1 (RH) d'un domaine mutualisé si la commune y consacrait moins de 0,5 ETP. **La commune d'Ambès en 2023 (année de référence pour le cycle 9) a ainsi mutualisé 0,2 ETP du domaine des affaires juridiques pour un montant de 10 209 €**, non valorisé dans son tableau de **Fi**nancement de la **MUT**ualisation (FIMUT) -> cf. diapo suivante.

Ayant mutualisé l'ensemble de ses fonctions support (celles de ce cycle et le numérique au cycle 7), le taux de charges de structure (P5) de la mutualisation passe de 12% à 2%. La baisse de ce taux s'applique également aux cycles 7 et 8 réduisant le montant des P5 des cycles précédents. Cette réduction vient s'imputer dans l'attribution de compensation de ce cycle 9.

- La commune de **Carbon Blanc**, après avoir mutualisé avec la métropole les domaines du numérique et systèmes d'information et la commande publique et les affaires juridiques au cycle 2, élargit dans ce **cycle 9 la mutualisation de son domaine public communal (espaces verts, propreté et mobilier urbain)**. Cette mutualisation intervient en 2025 en même temps que la résiliation de la convention de délégation de gestion de service « propreté, plantations et mobilier urbain sur voirie » consécutive à la régularisation du transfert du domaine public métropolitain à la Métropole au 1er janvier 2016.

- La commune de **Martignas sur Jalle**, après avoir mutualisé le domaine du numérique et systèmes d'information au cycle 7 mutualise dans ce **cycle 9 son parc matériel**.

- La commune de **Saint Louis de Montferrand**, après avoir mutualisé au cycle 7 le domaine du numérique et systèmes d'information et les affaires juridiques, mutualise dans ce **cycle 9** les domaines **des finances et commande publique**.

Cette mutualisation est sans impact financier par application de la délibération 2022-72 (cf. commune d'Ambès).

- La commune de **Saint Vincent de Paul**, mutualise dans ce cycle 9 le domaine des **affaires juridiques.**

Au total ce cycle de mutualisation a un impact sur l'attribution de compensation en recettes de Bordeaux Métropole de 744 757 € se décomposant en 647 913 € d'impact ACF et 96 844 € d'impact ACI

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

2. Cycle 9 de la mutualisation

Date : 01/01/2025

MUTUALISATION - CYCLE 9

Ville de AMBES

Chiffrage total

Nombre d'ETP mutualisés : 4,45

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montant de base	Compte administratif 2023 Montant pondéré
Coût réels des ETP **191 732**	1	Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)			190 652
		Mutuelle et œuvres sociales et restauration			1 080
		EPI			0
Charges directes réelles de fonctionnement **20 288**	2	Fournitures et achats indispensables au fonctionnnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique…			
		Finances			0
		Ressources Humaines			10 135
		Affaitres Juridiques			9 698
		Commande Publique			455
Coûts de renouvellement des immobilisations **0**	3	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques…			
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments **900**	4	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 340 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).			
		Toutes fonctions			900
Forfait charges de structure **4 258**	5	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.			
		P5	2,00%	4 258	4 258
		ACI **0**	**ACF** **217 179**	**AC** **217 179**	

P1 pris en charge par BM et DSM (Délibération N° 2022-72 - mécanisme solidarité) 10 209 €

BAISSE DU POSTE 5 DANS AC AMBES SUITE MUTUALISATION FONCTIONS SUPPORT

	ACI		ACF	AC
CYCLE 9 avant ajustement P5	0		217 179	217 179
P5 du Cycle 7 à 12%		(62 270 x 12%)	7 472	7 472
P5 du Cycle 7 à 2%		(62 270 x 2%)	1 245	1 245
réduction du P5 au cycle 9			6 227	6 227
P5 du Cycle 8 à 12%		(75 984 x 12%)	9 118	9 118
P5 du Cycle 8 à 2%		(75 984 x 2%)	1 520	1 520
réduction du P5 au cycle 9			7 598	7 598
	ACI		**ACF**	**AC**
CYCLE 9 corrigé du P5 cycles 2 et 7	0		203 354	203 354

Points détaillés dans les diapositives suivantes

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

2. Cycle 9 de la mutualisation

Délibération N° 2022-72 (mécanisme solidarité)

Pour les communes de 4 000 habitants et moins : si quotité mutualisée pour une fonction support est inférieure ou égale à 0,5 ETP, alors pas de valorisation dans le FIMUT et prise en charge pour moitié par Bordeaux Métropole et pour moitié par l'ensemble des communes membres par réfaction de leur Dotation de solidarité Métropolitaine (DSM)

P1 pris en charge par BM et DSM	**10 209 €**

Seule quotité de poste mutualisé inférieur à 0,5 ETP pour un domaine éligible

Domaine	Catégorie du poste	Agent concerné	Quotité du poste consacré à l'activité (/100)	Quotité mutualisée (tps de travail consacré à l'activité mutualisée)	Grade ou intitulé du contrat si non titulaire	Traitement brut annuel de l'année 2023 (y compris RI)	Total annuel brut (pondéré)
AFFAIRES JURIDIQUES	**B**	**SO**	**0,2**	**0,2**	**Rédacteur**	**51 045**	**10 209**

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

2. Cycle 9 de la mutualisation

BORDEAUX MÉTROPOLE

Date : 01/01/2025

BORDEAUX MÉTROPOLE

MUTUALISATION - CYCLE 9

Ville de AMBES

VILLE D'AMBES TERRE DE RENCONTRES

BAISSE DU POSTE 5 DANS AC AMBES SUITE MUTUALISATION FONCTIONS SUPPORT

		ACI		ACF	AC
CYCLE 9		0		217 179	217 179
P5 du Cycle 7 à 12%			(62 270 x 12%)	7 472	7 472
P5 du Cycle 7 à 2%			(62 270 x 2%)	1 245	1 245
réduction du P5 au cycle 9				6 227	6 227
P5 du Cycle 8 à 12%			(75 984 x 12%)	9 118	9 118
P5 du Cycle 8 à 2%			(75 984 x 2%)	1 520	1 520
réduction du P5 au cycle 9				7 598	7 598
		ACI		ACF	AC
CYCLE 9 corrigé du P5 cycle 7 et 8		0		203 354	203 354

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

2. Cycle 9 de la mutualisation

Date : 01/01/2025

Ville de CARBON BLANC
CYCLE 9

Chiffrage Total

	Exercice 2025	Base CA 2023
Nombre d'ETP mutualisés	4,65	50%

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants de base	Montant pondéré
Coût réels des ETP **181 358**	1				
		Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)		356 832	178 416
		EPI / habillement		5 102	2 551
		Mutuelle + Oeuvres sociales ou collectives		781	391
Charges directes réelles de fonctionnement **78 340**	2	Fournitures et achats indispensables au fonctionnnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique…			
		Domaine public Voirie : EV / Propreté / mobilier urbain		156 679	78 340
Coûts de renouvellement des immobilisations **19 486**	3	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques…			
		Matériel roulant DPV		37 903	18 183
		Matériels non roulant DPV		1 624	1 080
		Frais financiers		223	223
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments **1 530**	4	Dépenses d'entretien ménager, sécurité incendie et électrique et ascensceur par mètre carré. Par défaut, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole et 10 m² par agent)	nombre ETP mutu	340	
		Domaine public :Propreté / EV / Voirie	4,5		1 530
Forfait charges de structure **26 123**	5	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.			
		P5 DU CYCLE 6	10,00%		26 123

AC mutu	ACI	ACF
306 835	19 263	287 572

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

2. Cycle 9 de la mutualisation

Date : 01/01/2025

MUTUALISATION - CYCLE 9

Ville de MARTIGNAS-SUR-JALLE

Chiffrage total

Nombre d'ETP mutualisés : 1,00

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montant de base	Montant pondéré
Coût réels des ETP **34 317**	1	Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)			33 977
		EPI / habillement			340
		Mutuelle + Oeuvres sociales ou collectives			0
Charges directes réelles de fonctionnement **100 029**	2	Fournitures et achats indispensables au fonctionnnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique…			
		Parc Matériel			100 029
Coûts de renouvellement des immobilisations **77 878**	3	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques…			
		Parc Matériel roulant			65 538
		Parc Matériel non roulant			12 043
		Total P3 hors Frais financiers			77 581
		Frais financiers			297
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments **340**	4	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).			
		Parc Matériel			340
Forfait charges de structure **16 162**	5	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.			
			12,00%	16 162	16 162

ACI	ACF	AC
77 581	151 145	228 726

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

2. Cycle 9 de la mutualisation

BORDEAUX MÉTROPOLE

Date : 01/01/2025

Ville de Saint-Louis de Montferrand
CYCLE 9

Chiffrage Total

Base CA 2023

Nombre d'ETP mutualisés : 0,50

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants de base	Montant pondéré
Coût réels des ETP					
0	1	0,5 ETP catégorie C Finances commande publique			21 154
		Mesure délibération 2022-72 dispense Poste RH			-21 154
Charges directes réelles de fonctionnement	2	Fournitures et achats indispensables au fonctionnnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique…			
0					
Coûts de renouvellement des immobilisations	3	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques…			
0					
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments	4	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 340 € par an par agent pour Bordeaux Métropole).			
0					
Forfait charges de structure	5	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.			
0			7%		1 481
		Avantage lié à délib janv 2022			-1 481

Total révision AC Cycle 9	ACI	ACF
0	0	0

P1 pris en charge par BM et DSM (Délibération N° 2022-72 - mécanisme solidarité)	22 635

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

2. Cycle 9 de la mutualisation

Date : 01/01/2025

BORDEAUX MÉTROPOLE

MUTUALISATION - CYCLE 9

Ville de SAINT-VINCENT-DE-PAUL

Saint-Vincent de-Paul

Chiffrage total

Nombre d'ETP mutualisés **0,10**

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montant de base	Compte administratif 2023 Montant pondéré
Coût réels des ETP **5 090**	**1**				
		Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)			**5 090**
		Mutuelle et œuvres sociales et restauration			**0**
		EPI			**0**
Charges directes réelles de fonctionnement	**2**	Fournitures et achats indispensables au fonctionnnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique…			
		Affaitres Juridiques			**0**
Coûts de renouvellement des immobilisations **0**	**3**	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques…			
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments **34**	**4**	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 340 € par an par agent pour Bordeaux Métropole).			
		Toutes fonctions			**34**
Forfait charges de structure **717**	**5**	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.			
		P5	14,00%		**717**

ACI	ACF	AC
0	**5 842**	**5 842**

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

3. Modification des taux et du montant du poste « charges de structure » appliqués aux « transferts de compétence » consécutive à la révision du poids des fonctions support dans le cadre de la mutualisation pour les communes d'Ambès, Saint Louis de Montferrand et Saint Vincent de Paul.

L'article 11 du règlement intérieur de la CLECT précise les modifications du taux de charges de structure et semi-directes dans deux situations :

- pour les communes ayant mutualisé ou mutualisant leurs services dans l'année en cours,
- pour les communes qui transfèrent des équipements d'intérêt métropolitain à vocation sportive ou culturelle à la Métropole.

«…Dans le cas des communes ayant mutualisé ou mutualisant dans l'année en cours leurs fonctions support, selon les modalités prévues par la délibération n°2015/0253 du 29 mai 2015, le taux forfaitaire précité sera réduit d'un pourcentage dont le niveau dépendra du périmètre du transfert des fonctions support, afin d'éviter tout doublon de charges pour ces communes. Pour ces communes, ce taux sera ainsi réduit selon la formule suivante : forfait charges de structure et semi directes (25 %) – écart entre le forfait théorique de charges de structure mutualisation (15 %) prévue par la délibération du 29 mai 2015 et le forfait applicable à la commune en fonction de son degré de mutualisation;

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

3. Modification des taux et du montant du poste « charges de structure » appliqués aux « transferts de compétence » consécutive à la révision du poids des fonctions support dans le cadre de la mutualisation pour les communes d'Ambès, Saint Louis de Montferrand et Saint Vincent de Paul.

Evaluation de la compensation financière de la mutualisation (délibération N° 2015/0253 du 29 mai 2015) :

1) **Coût réel des équivalents temps plein** transférés par la commune pour chaque service (rémunération chargée + prestations sociales et collectives).

+

2) **Charges directes réelles** de fonctionnement indispensables à l'activité propre du service.

+

3) **Coût de renouvellement des immobilisations transférées** nécessaires au fonctionnement du service déterminé sur la base d'un coût de renouvellement annualisé.

+

4) **Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments** par m^2 et par agent transféré.

+

5) **Forfait charges de structure** de 15 % à 2 % appliqué aux 1), 2) et 4).

Pour les mises à disposition et les prestations de services la somme des charges des 1), 2), 3), 4) et 5) est multipliée par le nombre d'unités de fonctionnement auxquelles le bénéficiaire a eu recours.

Pondération du forfait de charges de structures (dernière version de la délibération 2021-673 du 25 novembre 2021):

- Finances : 3%
- Ressources Humaines : 5%
- Affaires juridiques et marchés Publics : 2%
- Numérique et Systèmes d'Information : 3%
- Part résiduelle : 2%

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

3. Modification des taux et du montant du poste « charges de structure » appliqués aux « transferts de compétence » consécutive à la révision du poids des fonctions support dans le cadre de la mutualisation pour les communes d'Ambès, Saint Louis de Montferrand et Saint Vincent de Paul.

BORDEAUX MÉTROPOLE

Impact du cycle 9 sur les AC "Transfert de compétences"

Compétences transférées ayant supporté des charges semi-directes et de structure

Communes	CLECT 2015	CLECT 2016	CLECT 2017
AMBES	GEMAPI et PROPRETE	Equipements touristiques	ESPACE DEDIE A TOUT MODE DE DEPLACEMENT
SAINT LOUIS DE MONTFEFFAND			
SAINT VINCENT DE PAUL			

Taux charges semi-directes et de structure

Communes	Domaines déjà mutualisés au cycle 7	Taux transferts 2024	Domaines mutualisés cycle 9	Taux transferts 2025
AMBES	NSI -> -3%	22,00%	RH, FI, AJ et comm pub	**12%**
SAINT LOUIS DE MONTFEFFAND	NSI et Affaires juridiques -> -4%	21,00%	fin + comm pub	**17%**
SAINT VINCENT DE PAUL		25,00%	AJ	**24%**

Impact sur l'attribution de compensation 2025

Communes	Montant diminution charges structure sur ACF
AMBES	92
SAINT LOUIS DE MONTFEFFAND	45
SAINT VINCENT DE PAUL	1
TOTAL	**138**

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

4 Carbon-Blanc : fin de la convention de délégation de gestion « Propreté, espaces verts et mobilier urbain sur voirie espace public métropolitain » et mutualisation

La Métropole exerce de plein droit depuis sa création, en lieu et place des communes membres, **la compétence propreté, espaces verts et mobilier urbain sur voirie du domaine public métropolitain.**

Cette compétence a néanmoins été conservée par les communes de la métropole jusqu'au 1er janvier 2016.

La CLECT du 26 juin 2015 a posé les conditions financières de la régularisation de transfert de cette compétence et de son exercice à partir du 1er janvier 2016.

Extrait du rapport du 26 juin 2015 :

- **Il sera effectif au 1er janvier 2016**, après passage et validation en CLECT courant 2015
- La régularisation s'effectuera par le biais des **attributions de compensation**, sur la base **de l'évaluation de l'exercice des compétences au 31/12/2014**.
- Un système dérogatoire propre à cette régularisation va permettre de prendre en compte la non-régularisation historique de l'exercice de cette compétence

Les dérogations pour la régularisation

- L'exercice de la compétence est valorisée au 31/12/2014
- Les coûts sont évaluées sur la base de dépenses directes de fonctionnement, de masse salariale et d'investissement. Il n'y a pas de charges indirectes affectant cette évaluation.
- **La régularisation aurait dû être faite en 2001,** date de la mise en place du dispositif des Attributions de Compensation (AC) dans le cadre des transferts de compétence.
- **L'évaluation 2014 est recalculée à sa valeur au 31/12/2000 (déflateur INSEE = -20,1%)**
- C'est cette valeur qui est retenue pour la modification de l'AC. Le gain pour la commune est donc de 20,1% du montant de l'estimation 2014.

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

4 – Carbon-Blanc : fin de la convention de délégation de gestion « Propreté, espaces verts et mobilier urbain sur voirie espace public métropolitain » et mutualisation

Extrait du rapport du 26 juin 2015 :

La compétence transférée devient au 1er janvier 2016 une compétence Métropolitaine.

➢2 possibilités se présentent :

- La Métropole assume pleinement la compétence et reçoit donc de la commune les moyens humains et matériels affectés à l'exercice de cette compétence
- La Métropole, à la demande de la commune, délègue l'exercice des missions réalisées au titre de la compétence.

Dans ce dernier cas :

➢**L'attribution de Compensation (AC) est modifiée sur la base de l'estimation 2014 recalculée au 31/12/2000**

➢**La Métropole délègue à la commune l'exercice des missions par le biais d'une convention** de délégation de gestion : la Métropole compense à la commune le coût du service **sur la base du montant évalué au 31/12/2014.**

➢**Le montant estimé est figé dans le temps,** (hors prise en compte de modification de domanialité) et **la commune assume donc la dynamique des charges de fonctionnement du service.**

La commune de Carbon Blanc a opté pour la délégation pour l'exercice de ces missions

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

4 – Carbon-Blanc : fin de la convention de délégation de gestion « Propreté, espaces verts et mobilier urbain sur voirie espace public métropolitain » et mutualisation

La commune de Carbon Blanc a souhaité mettre fin au 1er janvier 2025 à la convention de délégation de gestion qui la lie à Bordeaux Métropole concernant l'exercice de la compétence « Propreté, espaces verts et mobilier urbain sur domaine public métropolitain », qui lui a été confiée au 1er janvier 2016. L'article 6 de cette convention prévoit que les communes peuvent y mettre fin chaque année, lors d'un cycle de mutualisation, et qu'en cas de résiliation, les moyens humains et matériels affectés aux missions sont transférés à la Métropole.

Pour rappel, Bordeaux Métropole verse chaque année depuis le 1er janvier 2016 le montant que la commune a consacré à cette compétence sur voirie métropolitaine en 2014.

Ce montant ressort dans l'annexe de la convention à :

POUR RAPPEL
Montant dans AC 2016 (Coût 2014 avec réfaction de 20,06 %)

ACI	**28 381**
ACF	**302 691**
AC	**331 072**

	Fonctionnement	Masse salariale	Investissement	TOTAL
Propreté	21 845 €	117 804 €	0 €	139 649 €
Plantations	97 009 €	124 343 €	45 917 € Dont aménagement 45 917 €	267 269 €
Mobiliers urbains	1 830 €	320 €	5 083 € Dont aménagement 5 083 €	7 233 €
TOTAL	120 684 €	242 467 €	51 000 €	414 151 €

Evaluation des missions (12/2014)	Abondement du FIC	Versement annuel de la Métropole
414 151 €	**51 000 €**	**363 151 €**

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

4 – Carbon-Blanc : fin de la convention de délégation de gestion « Propreté, espaces verts et mobilier urbain sur voirie espace public métropolitain » et mutualisation

Dans le cadre des études menées lors de ce cycle, la commune de Carbon Blanc et la Métropole ont constaté que le montant figurant dans la convention du 8 février 2016 était erroné.

En effet, les montants retenus dans la convention (363 151 €) ainsi que ceux retenus dans les attributions de compensation de 2016 (414 151€) concernent **le coût de l'exercice de la totalité de la compétence sur l'ensemble du domaine public, métropolitain (DPM) mais également communal (DPC)**.

Coût 2014 déclaré (AC 2016)	Fonctionnement	363 151
414 151	Investissement	51 000
Coût 2014 (AC 2016) rectifié et actualisé 2018 (MAPTAM)	Fonctionnement	185 309
210 809	Investissement	25 500

Il convient donc de tenir compte de cette erreur dans l'impact sur les attributions de compensation de 2025.
Il est donc nécessaire :

A- de corriger les montants inscrits dans les AC initiales de 2016 dans le cadre du transfert de la compétence propreté, espaces verts et mobilier urbains sur domaine public métropolitain

B- de prendre en compte l'évolution du coût du service fait sur domaine public métropolitain depuis 2016

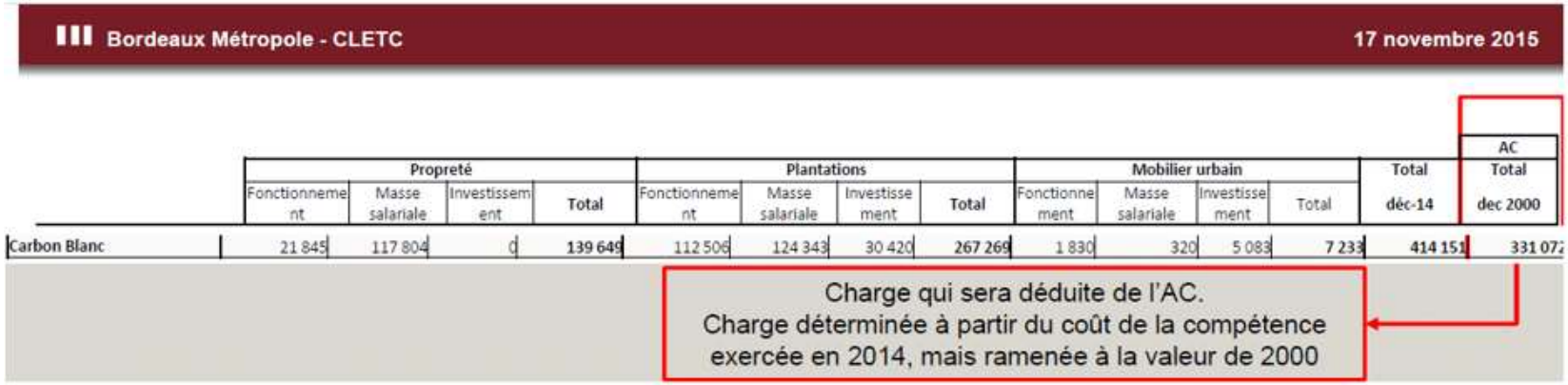
C- d'ajouter les coûts liés à la mutualisation de ces mêmes compétences sur domaine public communal (cf – FIMUT cycle 9)

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

4 – Carbon-Blanc : fin de la convention de délégation de gestion « Propreté, espaces verts et mobilier urbain sur voirie espace public métropolitain » et mutualisation

A -Correction des montants AC 2016 Domaine public Métropolitain

A la CLECT du 17 novembre 2015, le montant déclaré par la commune du coût (valeur 2014) de la compétence « propreté, mobilier urbain et espaces verts sur voirie était de 414 150 € et l'impact sur l'attribution de compensation de la commune en 2016 de 331 072 € (414 151 € diminués de 20,1%)



En 2017, les attributions de compensation ont été éclatées en AC Investissement et en AC Fonctionnement
L'impact de 311 072 sur l'AC de Carbon Blanc s'est alors décomposé en 28 381 € d'ACI et 302 691 € d'ACF.
Le montant figurant dans la convention du 8 février 2016 étant erroné, il convient de **réduire de moitié dans les AC de 2025 l'impact de ce transfert afin de ne prendre en compte que le coût du Domaine Public Métropolitain :**

Transferts de compétence VOIRIE	ACI	ACF	AC
Impact AC 2016 en ACI et ACF	28 381	302 691	331 072
Correction AC 2025	**-14 191 €**	**-151 346 €**	**-165 537 €**

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

4 – Carbon-Blanc : fin de la convention de délégation de gestion « Propreté, espaces verts et mobilier urbain sur voirie espace public métropolitain » et mutualisation

B – Evolution du coût du service sur DPM depuis 2016

Comme prévu par la CLECT du 26 juin 2015 : « ➢**Le montant estimé est figé dans le temps,** (hors prise en compte de modification de domanialité) et **la commune assume donc la dynamique des charges de fonctionnement du service.** »
Ainsi, le coût de la compétence sur le DPM déléguée à la commune ressort à **279 961 € (coût 2023)** contre **210 809 € (coût 2014)** soit une dynamique des charges de **69 153 € s**e répartissant en impact ACI (-5 236 €) et ACF (+74 389 €).

Ville de CARBON BLANC
CYCLE 9

Chiffrage Total

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Evaluation Régularisation
Coût réels des ETP			**181 358**
181 358	1	Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)	178 416
		EPI / habillement	2 551
		Mutuelle + Oeuvres sociales ou collectives	391
Charges directes réelles de fonctionnement	2	Fournitures et achats indispensables au fonctionnnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique…	**78 340**
78 340		Domaine public Voirie : EV / Propreté / mobilier urbain	78 340
Coûts de renouvellement des immobilisations	3	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques…	**20 264**
20 264		Matériel roulant DPV	19 720
		Matériels non roulant DPV	543

ETP REGULARISATION 4,65

ACI REGUL	20 264
ACF REGUL	259 698
AC regul	279 961

Coût compétence 2023

Coût convention corrigée

Dynamique des charges avec impact AC

ACI REGUL	**20 264**
ACF REGUL	**259 698**
AC regul	**279 961**
conv I corrigée	**25 500**
conv F corrigée	**185 309**
	210 809
Régularisation ACI	**-5 236**
Régularisation ACF	**74 389**
	69 153

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

5 – Opérations d'Aménagement d'intérêt métropolitain (OAIM), Transfert au titre d'une opération ANRU dans le cadre de la politique de la ville : communes de Mérignac et Talence.

Au titre de la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM, Bordeaux Métropole a été amenée à définir par délibération n° 2015-745 du 27 novembre 2015, les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain qui comprennent notamment les opérations d'aménagement à venir intégrées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville relevant du contrat de ville intercommunal dont Bordeaux Métropole est désormais le pilote.

Depuis 2015 ont ainsi été transférés à la demande des communes les projets de Bordeaux (Joliot Curie-Benauge et Aubiers-Le Lac), Cenon (Joliot Curie-Sellier et Palmer) et Floirac (Joliot Curie – cité du midi et Dravemont), Bassens Avenir, Pessac Saige et Lormont Carriet.

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

5 – Opérations d'Aménagement d'intérêt métropolitain (OAIM), Transfert au titre d'une opération ANRU dans le cadre de la politique de la ville : communes de Mérignac et Talence.

NOUVELLES DEMANDES/MODALITES

- Par courriers en date, notamment, du 13 janvier 2021, les communes de Talence et Mérignac ont officiellement demandé le transfert de leurs opérations de renouvellement urbain respectives (Thouars et Yser). Pour satisfaire cette demande Bordeaux Métropole a procédé au recrutement d'un agent dont le temps d'activité se partage équitablement entre les deux opérations.

- Selon le principe adopté pour les opérations précitées et compte tenu de la difficulté à estimer les coûts engagés par les communes (progressivité dans le temps et changement de nature des dépenses en fonction de l'avancement des projets) :

  * seul le coût chargé des dépenses de ressources humaines impacte l'ACF

  * en contrepartie la commune participe à l'opération métropolitaine, selon un règlement précis qui prévoit ses niveaux de participations sur les différents postes de dépenses (ingénierie, concertation, communication, etc…).

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

5 – Opérations d'Aménagement d'intérêt métropolitain (OAIM), Transfert au titre d'une opération ANRU dans le cadre de la politique de la ville : communes de Mérignac et Talence.

Impact sur l'attribution de compensation de la commune de TALENCE

Les charges transférées correspondent au transfert d'un 1/2 équivalent temps plein à la métropole, Direction habitat et politique de la ville, sachant que la ville avait préalablement mis à disposition un agent communal depuis le 1er juin 2022 ; charge compensée par Bordeaux Métropole par une convention du 25 mai 2022, sans que ce « transfert » ait été proposé à la CLECT.

Le règlement intérieur de la CLECT prévoit que les charges de fonctionnement afférentes aux compétences transférées s'apprécient en référence à leur coût net réel dans les budgets communaux précédent le transfert de compétences. Les charges de structure sont forfaitisées à 25 %(1) du coût net de la compétence.

Ce transfert impactera l'attribution de compensation de fonctionnement de la commune de Talence à hauteur de 33 630 € à compter du 1er janvier 2025 et fera l'objet d'un remboursement exceptionnel en 2025 de 86 877 € pour la période allant du 1er juin 2022 au 31/12/2024.

Libellé	TALENCE
Charges de personnel 2024 affectées à la compétence transférée	27 565 €
Charges de structure (22%)	6 064 €
Total	33 630 €

(1) Ce taux forfaitaire est réduit si des fonctions support sont mutualisées selon les modalités prévues dans la délibération n°2015/0253 du 29 mai 2015.

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

5 – Opérations d'Aménagement d'intérêt métropolitain (OAIM), Transfert au titre d'une opération ANRU dans le cadre de la politique de la ville : communes de Mérignac et Talence.

Impact sur l'attribution de compensation de la commune de MERIGNAC

Les charges transférées correspondent au transfert d'un 1/2 équivalent temps plein à la métropole, Direction habitat et politique de la ville, sachant que le pilotage de l'opération est effectif depuis le 1er janvier 2024, sans que ce « transfert » ait été proposé à la CLECT.

Le règlement intérieur de la CLECT prévoit que les charges de fonctionnement afférentes aux compétences transférées s'apprécient en référence à leur coût net réel dans les budgets communaux précédent le transfert de compétences. Les charges de structure sont forfaitisées à 25 %(1) du coût net de la compétence.

Ce transfert impactera l'attribution de compensation de fonctionnement de la commune de Mérignac à hauteur de 31 022 € à compter du 1er janvier 2025 et fera l'objet d'un remboursement exceptionnel en 2025 de 31 022 € pour la période allant du 1er janvier 2024 au 31/12/2024.

Libellé	MERIGNAC
Charges de personnel 2024 affectées à la compétence transférée	27 565 €
Charges de structure (12,54%)	3 457 €
Total	31 022€

(1) Ce taux forfaitaire est réduit si des fonctions support sont mutualisées selon les modalités prévues dans la délibération n°2015/0253 du 29 mai 2015.

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

6 - Synthèse générale

RNS 2024 dans AC 2025

BORDEAUX MÉTROPOLE

	AC 2024			IMPACT AC RNS 2024			ACI ACF 2025 IMPACTES RNS 2024			AC prévisonnelles 2025 RECETTE		AC prévisonnelles 2025 DEPENSE	
Commune	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC	**ACF**	**ACI**	**ACF**	**ACI**
AMBARES ET LAGRAVE	1 443 102 €	332 769 €	1 775 871,00 €	13 512 €	10 002 €	23 514 €	1 456 614 €	342 771 €	1 799 385 €	**1 456 614 €**	**342 771 €**	**0 €**	**0 €**
AMBES	-1 545 288 €	55 624 €	-1 489 664 €	-204 €	-153 €	-357 €	-1 545 492 €	55 471 €	-1 490 021 €	**0 €**	**55 471 €**	**1 545 492 €**	**0 €**
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	200 240 €	241 068 €	441 308 €	7 €	-496 €	-489 €	200 247 €	240 572 €	440 819 €	**200 247 €**	**240 572 €**	**0 €**	**0 €**
BASSENS	-2 825 179 €	161 832 €	-2 663 347 €	13 680 €	5 699 €	19 379 €	-2 811 499 €	167 531 €	-2 643 968 €	**0 €**	**167 531 €**	**2 811 499 €**	**0 €**
BEGLES	5 873 702 €	881 089 €	6 754 791 €	133 031 €	16 668 €	149 699 €	6 006 733 €	897 757 €	6 904 490 €	**6 006 733 €**	**897 757 €**	**0 €**	**0 €**
BLANQUEFORT	-5 623 206 €	450 214 €	-5 172 992 €	19 667 €	18 283 €	37 950 €	-5 603 539 €	468 497 €	-5 135 042 €	**0 €**	**468 497 €**	**5 603 539 €**	**0 €**
BORDEAUX	56 509 285 €	16 037 076 €	72 546 361 €	1 597 710 €	207 516 €	1 805 226 €	58 106 995 €	16 244 592 €	74 351 587 €	**58 106 995 €**	**16 244 592 €**	**0 €**	**0 €**
BOULIAC	-235 603 €	24 212 €	-211 391 €			0 €	-235 603 €	24 212 €	-211 391 €	**0 €**	**24 212 €**	**235 603 €**	**0 €**
LE BOUSCAT	5 883 320 €	711 343 €	6 594 663 €	-53 358 €	13 735 €	-39 623 €	5 829 962 €	725 078 €	6 555 040 €	**5 829 962 €**	**725 078 €**	**0 €**	**0 €**
BRUGES	2 465 011 €	542 836 €	3 007 847 €	18 535 €	5 337 €	23 872 €	2 483 546 €	548 173 €	3 031 719 €	**2 483 546 €**	**548 173 €**	**0 €**	**0 €**
CARBON-BLANC	-185 696 €	111 067 €	-74 629 €	7 819 €	12 492 €	20 311 €	-177 877 €	123 559 €	-54 318 €	**0 €**	**123 559 €**	**177 877 €**	**0 €**
CENON	2 790 715 €	217 146 €	3 007 861 €	12 591 €	8 606 €	21 197 €	2 803 306 €	225 752 €	3 029 058 €	**2 803 306 €**	**225 752 €**	**0 €**	**0 €**
EYSINES	2 056 423 €	48 901 €	2 105 324 €			0 €	2 056 423 €	48 901 €	2 105 324 €	**2 056 423 €**	**48 901 €**	**0 €**	**0 €**
FLOIRAC	2 806 335 €	642 930 €	3 449 265 €	10 297 €	4 772 €	15 069 €	2 816 632 €	647 702 €	3 464 334 €	**2 816 632 €**	**647 702 €**	**0 €**	**0 €**
GRADIGNAN	1 514 882 €	73 664 €	1 588 546 €			0 €	1 514 882 €	73 664 €	1 588 546 €	**1 514 882 €**	**73 664 €**	**0 €**	**0 €**
LE HAILLAN	-989 941 €	249 488 €	-740 453 €	5 273 €	-675 €	4 598 €	-984 668 €	248 813 €	-735 855 €	**0 €**	**248 813 €**	**984 668 €**	**0 €**
LORMONT	760 217 €	348 175 €	1 108 392 €	3 105 €	3 092 €	6 197 €	763 322 €	351 267 €	1 114 589 €	**763 322 €**	**351 267 €**	**0 €**	**0 €**
MARTIGNAS-SUR-JALLE	-1 582 108 €	101 490 €	-1 480 618 €	-2 589 €	4 409 €	1 820 €	-1 584 697 €	105 899 €	-1 478 798 €	**0 €**	**105 899 €**	**1 584 697 €**	**0 €**
MERIGNAC	5 902 871 €	1 517 380 €	7 420 251 €	-148 931 €	178 289 €	29 358 €	5 753 940 €	1 695 669 €	7 449 609 €	**5 753 940 €**	**1 695 669 €**	**0 €**	**0 €**
PAREMPUYRE	663 590 €	43 178 €	706 768 €			0 €	663 590 €	43 178 €	706 768 €	**663 590 €**	**43 178 €**	**0 €**	**0 €**
PESSAC	10 341 814 €	1 139 598 €	11 481 412 €	42 957 €	-4 296 €	38 661 €	10 384 771 €	1 135 302 €	11 520 073 €	**10 384 771 €**	**1 135 302 €**	**0 €**	**0 €**
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	1 513 121 €	147 093 €	1 660 214 €	4 847 €	2 112 €	6 959 €	1 517 968 €	149 205 €	1 667 173 €	**1 517 968 €**	**149 205 €**	**0 €**	**0 €**
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	225 605 €	702 €	226 307 €	537 €	-281 €	256 €	226 142 €	421 €	226 563 €	**226 142 €**	**421 €**	**0 €**	**0 €**
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	-2 446 791 €	667 595 €	-1 779 196 €			0 €	-2 446 791 €	667 595 €	-1 779 196 €	**0 €**	**667 595 €**	**2 446 791 €**	**0 €**
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	102 875 €	3 503 €	106 378 €			0 €	102 875 €	3 503 €	106 378 €	**102 875 €**	**3 503 €**	**0 €**	**0 €**
LE TAILLAN-MEDOC	2 454 670 €	164 431 €	2 619 101 €	34 177 €	26 017 €	60 194 €	2 488 847 €	190 448 €	2 679 295 €	**2 488 847 €**	**190 448 €**	**0 €**	**0 €**
TALENCE	6 828 384 €	738 441 €	7 566 825 €	38 983 €	40 068 €	79 051 €	6 867 367 €	778 509 €	7 645 876 €	**6 867 367 €**	**778 509 €**	**0 €**	**0 €**
VILLENAVE D'ORNON	1 701 493 €	118 824 €	1 820 317 €			0 €	1 701 493 €	118 824 €	1 820 317 €	**1 701 493 €**	**118 824 €**	**0 €**	**0 €**
	96 603 843 €	**25 771 669 €**	**122 375 512 €**	**1 751 646 €**	**551 196 €**	**2 302 842 €**							

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

6 - Synthèse générale

De AC 2024 à AC 2025

	AC 2024			RNS 2024 prévisionnelles au 25 Septembre 2024			Impact cycle 9 sur les AC TRANSFERTS DE COMPETENCE			CYCLE 9			TRANSFERT OAIM TALENCE THOUARS et MERIGNAC			Impact fin de convention de délégation de gestion espaces verts plantations Ville de CARBON BLANC			Correction AC transfert domaine public (évaluation doublée) Ville de CARBON BLANC		
Commune	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC
AMBARES ET LAGRAVE	1 443 102 €	332 769 €	1 775 871,00 €	13 512 €	10 002 €	23 514 €			0 €												
AMBES	-1 545 288 €	55 624 €	-1 489 664 €	-204 €	-153 €	-357 €	-92 €		-92 €	203 354 €		203 354 €									
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	200 240 €	241 068 €	441 308 €	7 €	-496 €	-489 €			0 €												
BASSENS	-2 825 179 €	161 832 €	-2 663 347 €	13 680 €	5 699 €	19 379 €			0 €												
BEGLES	5 873 702 €	881 089 €	6 754 791 €	133 031 €	16 668 €	149 699 €			0 €												
BLANQUEFORT	-5 623 206 €	450 214 €	-5 172 992 €	19 667 €	18 283 €	37 950 €			0 €												
BORDEAUX	56 509 285 €	16 037 076 €	72 546 361 €	1 597 710 €	207 516 €	1 805 226 €			0 €												
BOULIAC	-235 603 €	24 212 €	-211 391 €			0 €			0 €												
LE BOUSCAT	5 883 320 €	711 343 €	6 594 663 €	-53 358 €	13 735 €	-39 623 €			0 €												
BRUGES	2 465 011 €	542 836 €	3 007 847 €	18 535 €	5 337 €	23 872 €			0 €												
CARBON-BLANC	-185 696 €	111 067 €	-74 629 €	7 819 €	12 492 €	20 311 €			0 €	287 572 €	19 263 €	306 835 €				74 389 €	-5 236 €	69 153 €	-151 346 €	-14 191 €	-165 537 €
CENON	2 790 715 €	217 146 €	3 007 861 €	12 591 €	8 606 €	21 197 €			0 €												
EYSINES	2 056 423 €	48 901 €	2 105 324 €			0 €			0 €												
FLOIRAC	2 806 335 €	642 930 €	3 449 265 €	10 297 €	4 772 €	15 069 €			0 €												
GRADIGNAN	1 514 882 €	73 664 €	1 588 546 €			0 €			0 €												
LE HAILLAN	-989 941 €	249 488 €	-740 453 €	5 273 €	-675 €	4 598 €			0 €												
LORMONT	760 217 €	348 175 €	1 108 392 €	3 105 €	3 092 €	6 197 €			0 €												
MARTIGNAS-SUR-JALLE	-1 582 108 €	101 490 €	-1 480 618 €	-2 589 €	4 409 €	1 820 €			0 €	151 145 €	77 581 €	228 726 €									
MERIGNAC	5 902 871 €	1 517 380 €	7 420 251 €	-148 931 €	178 289 €	29 358 €			0 €				31 022 €	0 €	31 022 €						
PAREMPUYRE	663 590 €	43 178 €	706 768 €			0 €			0 €												
PESSAC	10 341 814 €	1 139 598 €	11 481 412 €	42 957 €	-4 296 €	38 661 €			0 €												
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	1 513 121 €	147 093 €	1 660 214 €	4 847 €	2 112 €	6 959 €			0 €												
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	225 605 €	702 €	226 307 €	537 €	-281 €	256 €	-45 €		-45 €	0 €	0 €	0 €									
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	-2 446 791 €	667 595 €	-1 779 196 €			0 €			0 €												
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	102 875 €	3 503 €	106 378 €			0 €	-1 €		-1 €	5 842 €	0 €	5 842 €									
LE TAILLAN-MEDOC	2 454 670 €	164 431 €	2 619 101 €	34 177 €	26 017 €	60 194 €			0 €												
TALENCE	6 828 384 €	738 441 €	7 566 825 €	38 983 €	40 068 €	79 051 €			0 €				33 630 €	0 €	33 630 €						
VILLENAVE D'ORNON	1 701 493 €	118 824 €	1 820 317 €			0 €			0 €												
	96 603 843 €	25 771 669 €	122 375 512 €	1 751 646 €	551 196 €	2 302 842 €	-138 €	0 €	-138 €	647 913 €	96 844 €	744 757 €	64 652 €	0 €	64 652 €	74 389 €	-5 236 €	69 153 €	-151 346 €	-14 191 €	-165 537 €

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

6 - Synthèse générale

AC 2024 Vs AC 2025

	AC 2024			ACI ACF PREVISIONNELLES 2025		
Commune	ACF	ACI	AC	ACF	ACI	AC
AMBARES ET LAGRAVE	1 443 102 €	332 769 €	1 775 871,00 €	1 456 614 €	342 771 €	1 799 385 €
AMBES	-1 545 288 €	55 624 €	-1 489 664 €	-1 342 230 €	55 471 €	-1 286 759 €
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	200 240 €	241 068 €	441 308 €	200 247 €	240 572 €	440 819 €
BASSENS	-2 825 179 €	161 832 €	-2 663 347 €	-2 811 499 €	167 531 €	-2 643 968 €
BEGLES	5 873 702 €	881 089 €	6 754 791 €	6 006 733 €	897 757 €	6 904 490 €
BLANQUEFORT	-5 623 206 €	450 214 €	-5 172 992 €	-5 603 539 €	468 497 €	-5 135 042 €
BORDEAUX	56 509 285 €	16 037 076 €	72 546 361 €	58 106 995 €	16 244 592 €	74 351 587 €
BOULIAC	-235 603 €	24 212 €	-211 391 €	-235 603 €	24 212 €	-211 391 €
LE BOUSCAT	5 883 320 €	711 343 €	6 594 663 €	5 829 962 €	725 078 €	6 555 040 €
BRUGES	2 465 011 €	542 836 €	3 007 847 €	2 483 546 €	548 173 €	3 031 719 €
CARBON-BLANC	-185 696 €	111 067 €	-74 629 €	32 738 €	123 395 €	156 133 €
CENON	2 790 715 €	217 146 €	3 007 861 €	2 803 306 €	225 752 €	3 029 058 €
EYSINES	2 056 423 €	48 901 €	2 105 324 €	2 056 423 €	48 901 €	2 105 324 €
FLOIRAC	2 806 335 €	642 930 €	3 449 265 €	2 816 632 €	647 702 €	3 464 334 €
GRADIGNAN	1 514 882 €	73 664 €	1 588 546 €	1 514 882 €	73 664 €	1 588 546 €
LE HAILLAN	-989 941 €	249 488 €	-740 453 €	-984 668 €	248 813 €	-735 855 €
LORMONT	760 217 €	348 175 €	1 108 392 €	763 322 €	351 267 €	1 114 589 €
MARTIGNAS-SUR-JALLE	-1 582 108 €	101 490 €	-1 480 618 €	-1 433 552 €	183 480 €	-1 250 072 €
MERIGNAC	5 902 871 €	1 517 380 €	7 420 251 €	5 784 962 €	1 695 669 €	7 480 631 €
PAREMPUYRE	663 590 €	43 178 €	706 768 €	663 590 €	43 178 €	706 768 €
PESSAC	10 341 814 €	1 139 598 €	11 481 412 €	10 384 771 €	1 135 302 €	11 520 073 €
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	1 513 121 €	147 093 €	1 660 214 €	1 517 968 €	149 205 €	1 667 173 €
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	225 605 €	702 €	226 307 €	226 097 €	421 €	226 518 €
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	-2 446 791 €	667 595 €	-1 779 196 €	-2 446 791 €	667 595 €	-1 779 196 €
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	102 875 €	3 503 €	106 378 €	108 716 €	3 503 €	112 219 €
LE TAILLAN-MEDOC	2 454 670 €	164 431 €	2 619 101 €	2 488 847 €	190 448 €	2 679 295 €
TALENCE	6 828 384 €	738 441 €	7 566 825 €	6 900 997 €	778 509 €	7 679 506 €
VILLENAVE D'ORNON	1 701 493 €	118 824 €	1 820 317 €	1 701 493 €	118 824 €	1 820 317 €
	96 603 843 €	**25 771 669 €**	**122 375 512 €**	**98 990 959 €**	**26 400 282 €**	**125 391 241 €**

Envoyé en préfecture le 13/12/2024
Reçu en préfecture le 13/12/2024
Publié le
ID : 033-213303126-20241212-DEL_2024_068-DE

6 - Synthèse générale

AC 2024 Vs AC 2025 par section I/F et par Dépenses / Recettes

	ACI ACF Bordeaux Métropole PREVISIONNELLES 2025			AC prévisonnelles 2025 Bordeaux Métropole RECETTE		AC prévisonnelles 2025 Bordeaux Métropole DEPENSE	
Commune	ACF	ACI	AC	**ACF**	**ACI**	**ACF**	**ACI**
AMBARES ET LAGRAVE	1 456 614 €	342 771 €	1 799 385 €	**1 456 614 €**	**342 771 €**	**0 €**	**0 €**
AMBES	-1 342 230 €	55 471 €	-1 286 759 €	**0 €**	**55 471 €**	**1 342 230 €**	**0 €**
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	200 247 €	240 572 €	440 819 €	**200 247 €**	**240 572 €**	**0 €**	**0 €**
BASSENS	-2 811 499 €	167 531 €	-2 643 968 €	**0 €**	**167 531 €**	**2 811 499 €**	**0 €**
BEGLES	6 006 733 €	897 757 €	6 904 490 €	**6 006 733 €**	**897 757 €**	**0 €**	**0 €**
BLANQUEFORT	-5 603 539 €	468 497 €	-5 135 042 €	**0 €**	**468 497 €**	**5 603 539 €**	**0 €**
BORDEAUX	58 106 995 €	16 244 592 €	74 351 587 €	**58 106 995 €**	**16 244 592 €**	**0 €**	**0 €**
BOULIAC	-235 603 €	24 212 €	-211 391 €	**0 €**	**24 212 €**	**235 603 €**	**0 €**
LE BOUSCAT	5 829 962 €	725 078 €	6 555 040 €	**5 829 962 €**	**725 078 €**	**0 €**	**0 €**
BRUGES	2 483 546 €	548 173 €	3 031 719 €	**2 483 546 €**	**548 173 €**	**0 €**	**0 €**
CARBON-BLANC	32 738 €	123 395 €	156 133 €	**32 738 €**	**123 395 €**	**0 €**	**0 €**
CENON	2 803 306 €	225 752 €	3 029 058 €	**2 803 306 €**	**225 752 €**	**0 €**	**0 €**
EYSINES	2 056 423 €	48 901 €	2 105 324 €	**2 056 423 €**	**48 901 €**	**0 €**	**0 €**
FLOIRAC	2 816 632 €	647 702 €	3 464 334 €	**2 816 632 €**	**647 702 €**	**0 €**	**0 €**
GRADIGNAN	1 514 882 €	73 664 €	1 588 546 €	**1 514 882 €**	**73 664 €**	**0 €**	**0 €**
LE HAILLAN	-984 668 €	248 813 €	-735 855 €	**0 €**	**248 813 €**	**984 668 €**	**0 €**
LORMONT	763 322 €	351 267 €	1 114 589 €	**763 322 €**	**351 267 €**	**0 €**	**0 €**
MARTIGNAS-SUR-JALLE	-1 433 552 €	183 480 €	-1 250 072 €	**0 €**	**183 480 €**	**1 433 552 €**	**0 €**
MERIGNAC	5 784 962 €	1 695 669 €	7 480 631 €	**5 784 962 €**	**1 695 669 €**	**0 €**	**0 €**
PAREMPUYRE	663 590 €	43 178 €	706 768 €	**663 590 €**	**43 178 €**	**0 €**	**0 €**
PESSAC	10 384 771 €	1 135 302 €	11 520 073 €	**10 384 771 €**	**1 135 302 €**	**0 €**	**0 €**
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	1 517 968 €	149 205 €	1 667 173 €	**1 517 968 €**	**149 205 €**	**0 €**	**0 €**
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	226 097 €	421 €	226 518 €	**226 097 €**	**421 €**	**0 €**	**0 €**
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	-2 446 791 €	667 595 €	-1 779 196 €	**0 €**	**667 595 €**	**2 446 791 €**	**0 €**
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	108 716 €	3 503 €	112 219 €	**108 716 €**	**3 503 €**	**0 €**	**0 €**
LE TAILLAN-MEDOC	2 488 847 €	190 448 €	2 679 295 €	**2 488 847 €**	**190 448 €**	**0 €**	**0 €**
TALENCE	6 900 997 €	778 509 €	7 679 506 €	**6 900 997 €**	**778 509 €**	**0 €**	**0 €**
VILLENAVE D'ORNON	1 701 493 €	118 824 €	1 820 317 €	**1 701 493 €**	**118 824 €**	**0 €**	**0 €**
	98 990 959 €	**26 400 282 €**	**125 391 241 €**	**113 848 841 €**	**26 400 282 €**	**14 857 882 €**	**0 €**